

Les juifs et l'Europe...

par Jacques Burko

Prologue

Les Juifs et l'Europe... Quand je pense "Juif", je le vois européen. Vision bien subjective certes, mais à la base de toute réflexion rationnelle n'y a-t-il pas d'abord un préconçu qu'on habille ensuite d'éléments rationnels pour le rendre acceptable par les autres – et par soi-même? Et donc, le Juif est pour moi, par essence, d'Europe. Ceci asséné, il faut des retouches: l'idée ne s'applique pas stricto sensu aux Israéliens, (quel que soit le désir d'Israël de se considérer comme un pays d'Europe, en rupture avec son environnement réel). Et pas non plus aux Juifs d'Amérique, même s'ils sont venus un jour d'Europe, eux ou leurs parents. Et puis, ceci ne concerne pas non plus les Juifs d'Afrique du Nord (du moins avant leur arrivée et leur enracinement dans le vieux continent), ni les exotiques d'Asie ou d'Afrique lointaine... Tout compte fait, ma première vision ne s'applique qu'à une petite fraction du peuple juif: à ceux qui me ressemblent. Il n'y aurait alors que les Juifs d'Europe pour être des Juifs européens. De buter sur cette évidence personnelle définit l'objet de cette réflexion: les Juifs d'Europe en Europe, face à l'Europe en mutation; aujourd'hui et demain.

Le Juif d'Europe (je dis cela comme on dit "l'éléphant d'Asie" ou "le tigre de Sibérie"...) est une espèce particulière, espèce qu'on a prétendu menacée, voire en voie d'extinction – par dissolution dans le milieu environnant. En effet, après avoir, des siècles durant, représenté la grande majorité du peuple juif, ce groupe, tragiquement réduit durant la Seconde Guerre mondiale, perd sans cesse de ses effectifs, soit au bénéfice des autres lieux de rassemblement (ou de dispersion) du peuple juif, soit par perte involontaire d'identité des individus, voire par reniement de

celle-ci. Car l'Europe communautaire d'aujourd'hui, l'Europe de l'Ouest et du Nord (il est vrai qu'il reste des pays comme la Grèce qu'il faut laisser pour l'instant de côté dans la suite du raisonnement) est devenue une terre suffisamment tolérante aux Juifs pour qu'ils aient tendance à s'y dissoudre... Ce n'est pas le lieu ici de discourir sur la laïcisation de la majeure partie des Juifs européens, sur la perte progressive de leur identité culturelle ni sur les mariages exogames qu'ils pratiquent largement, toutefois il est avéré que le groupe humain disparate formé à présent par les Juifs d'Europe perd de son importance numérique et aussi de son poids relatif dans l'ensemble du peuple juif – fait dont nous ne sommes peut-être pas assez conscients et dont nous ne mesurons pas toutes les conséquences.

UN PEU D'HISTOIRE...

A feuilleter son histoire on constate que le Juif européen, le minoritaire persécuté, a été un migrant incessant, un perpétuel voyageur. Était-ce dans son tempérament? Étaient-ce les persécutions des chrétiens qui le faisaient errer d'un bout à l'autre du continent, avant de le faire partir aux Amériques? Les deux, assurément. En tout cas, il illustrait avec constance le personnage de Juif errant dont les autres l'avaient accablé. Ce besoin – ou cette vitale nécessité – de se déplacer dans l'espace européen avaient fait du Juif une sorte d'anarchiste paradoxal, un ennemi juré des frontières, des octrois et des gardes-barrière de toute sorte, obstacles à ses migrations ou à ses fuites. Ils lui ont donné en même temps une vision plus vaste de l'espace géographique que celle des sédentaires nantis d'un terroir. Il a pris et gardé de tout temps l'habitude de communiquer avec ses frères des autres communautés, même éloignées, par le biais des

voyageurs, des colporteurs, des pèlerins, des fuyards ou des émigrants. C'est que si savoir ce qui se passe, ce qui se prépare ailleurs était un simple thème de curiosité pour les autres, c'était souvent pour le Juif une condition nécessaire à sa survie. On trouve de curieux témoignages de cette ouverture sur le monde dans la vision du Juif par les goyim : le Juif est celui qui sait avant les autres ce qui se passe ailleurs. Le "téléphone arabe" est une expression inexacte : le phénomène a eu d'évidents antécédents chez "nos" Juifs. Ainsi, il y a trois siècles et plus, lorsqu'un noble propriétaire des campagnes polonaises engageait un Juif pour gérer son domaine, les parties signaient un contrat formel qui définissait leurs obligations respectives. Et parmi les diverses obligations du Juif il y avait notamment celle d'informer régulièrement son employeur sur ce qui se passait dans le vaste monde...

Cette vision plus globale, plus large des affaires et de la géographie a mené plus tard les Juifs soit à l'internationalisme soit au cosmopolitisme, le qualificatif utilisé dépendant quelque peu du degré d'hostilité de celui qui observait le Juif. La vocation naturelle du Juif a été de dépasser les antagonismes locaux (les "querelles de clocher", si j'ose dire...) pour se tourner vers des horizons plus vastes. Ils ont eu la vocation européenne avant la plupart des Européens, pressentant les perspectives qu'offrirait un effacement des frontières traditionnelles et des antagonismes locaux. En somme, plus un espace vital est vaste, plus le Juif y est à l'aise.

L'Europe des optimistes

Ainsi, les leçons de l'histoire devraient inspirer aux Juifs un logique enthousiasme européen. Pouvoir se déplacer plus librement, voire sans nulle entrave dans un espace élargi, est d'un attrait plus grand sans conteste pour les déracinés ou les déracinables que pour les sédentaires immémoriaux. Ainsi, imaginons un instant l'inimaginable : l'arrivée de la droite extrême au pouvoir en France, avec des

conséquences faisant écho à un passé assez récent, notamment quant aux mesures anti-juives (il s'agit, bien entendu, d'un exercice purement imaginaire, et d'événements aussi peu probables que l'étaient les mesures effectivement prises par Vichy). Hop ! Voici les Juifs de France partis à l'autre bout de l'espace Schengen, dans des conditions dont ceux de 1492, par exemple, n'auraient osé rêver... Mais trêve de cauchemars.

On aurait bien sûr aimé commencer ce paragraphe en affirmant que grâce à l'Europe unie l'idée même d'une droite extrême aux affaires devenait caduque, mais la réalité politique défie parfois la logique et il n'est plus possible d'être aussi optimiste. Du moins, considérons que le poids de l'Europe restera un modérateur et un inhibiteur des expressions les plus extrêmes des idées racistes et en particulier antisémites. Le traité de Nice, s'il finit par être ratifié, permettrait entre autres d'exercer effectivement une action de contrainte (hélas, limitée) à l'encontre d'un gouvernement qui voudrait ne plus respecter un minimum de règles d'équité démocratique. L'avenir dira si la construction européenne va s'accompagner d'un plus évident "droit de regard" supranational dans les affaires intérieures d'un pays-membre que ce n'est le cas (on se souvient de l'Autriche) ; on sent combien l'idée en est difficile à faire admettre des souverainistes, mais à l'évidence il est des cas où ce ne serait pas une hérésie.

L'Europe des pessimistes

La naissance d'une Europe supranationale se fait durant une période où d'autres convulsions secouent le Vieux Monde, et notamment, la disparition du bloc de l'Est et du communisme d'État, avec l'éclatement de plusieurs pays qui en relevaient en des convulsions parfois dramatiques. Avec aussi de terribles conflits ethniques, l'exacerbation généralisée de nationalismes et une forte poussée de tendances centrifuges de la part des mino-

rités qui naguère n'avaient aucun espoir d'obtenir une autonomie, sans parler d'indépendance. Ces phénomènes ne sont pas la conséquence directe de la construction européenne, mais l'interdépendance est évidente et les exemples sont contagieux, les fissures dans les édifices étatiques de l'Est européen encouragent les minoritaires irrédentistes de l'Ouest.

Inévitablement, l'apparition simultanée au-dessus et au-delà des anciens États européens d'une entité supranationale favorise dans les États-membres l'essor des aspirations identitaires chez les minorités, tant les régionales que les non-territoriales. Les frontières historiques des états européens passaient souvent en plein milieu des régions linguistiques, séparant de façon artificielle des membres d'une même famille culturelle. En France les Catalans, les Basques, les Flamingants sont des exemples traditionnellement cités. Mais certaines des minorités dont le terroir entier est inclus dans un seul état aspirent aussi d'une manière exaspérée à l'autonomie. L'apparition d'une autorité européenne supranationale vient affaiblir quelque peu l'emprise de chaque État sur ses citoyens-sujets, favorisant chez ceux-ci l'éveil des espoirs nos plus seulement identitaires, mais aussi autonomistes. Du culturel, on passe au politique (mais de toute manière, comment séparer les deux?) On le constate dans un état comme le nôtre, où les péripéties historiques et peut-être aussi le génie national avaient abouti à la mise en place d'un État fort et centralisé, tant sous les rois qu'au temps de la République. (Que cette dernière ait agi dans un souci d'égalité des individus n'a en rien contrarié le souci constant de créer un État unique). On sait tous le rôle de l'école laïque au dix-neuvième siècle pour gommer les particularismes et créer des citoyens libres, égaux et interchangeables... C'est ainsi que Louis Armand, européen de la première heure, en était arrivé à dire: *Je suis pour l'Europe, car c'est dans l'Europe que je pourrai être savoyard.*

Dans d'autres parties de notre continent, de tradition plus fédérale, comme l'Allemagne ou l'Italie, l'apparition de l'entité – et de l'identité – européennes a également contribué au renforcement des particularismes locaux. Désormais des pays comme le Royaume-Uni, l'Italie ou encore l'Espagne offrent des exemples significatifs de concessions faites par des états traditionnels à leurs minorités territoriales.

Ce mouvement est renforcé du fait que l'Europe, dans un souci de défendre et de protéger les aspirations des plus faibles, affiche une volonté d'encourager le développement des particularismes culturels et linguistiques locaux, considérant que chacun a le droit de conserver son héritage particulier et à en enrichir son identité. Les financements européens viennent s'ajouter à ce qu'offre la décentralisation pour étayer des initiatives culturelles et éducatives.

Or, il est certain qu'un tel mouvement, à côté des avantages visibles, recèle des dangers dont l'Europe a eu récemment de multiples exemples. L'épanouissement des régions, oui, mais jusqu'où? Peut-il y avoir une limite légitime et claire au particularisme? Le culturel peut-il s'arrêter avant la revendication politique? De l'identité à l'autonomie, de l'autonomie à l'indépendance le chemin paraît un. L'éclatement dramatique de la Yougoslavie, celui plus discret de la Tchécoslovaquie, les soubresauts sanglants du Pays basque espagnol, de l'Irlande du Nord, du Kosovo, de la Macédoine montrent les dévoiements des revendications communautaristes. L'Europe, qui aujourd'hui est logiquement amenée à s'efforcer de désamorcer sinon d'éviter les conflits sanglants (sans en avoir en vérité ni l'autorité ni les moyens), a-t-elle d'abord contribué à favoriser ces mouvements centrifuges? Indirectement certes, par le simple fait que son surgissement, concomitant avec l'éclatement du bloc de l'Est, a modifié les équilibres traditionnels

L'exacerbation des "petits" nationalismes qui mène droit aux drames de la purification ethnique, le désir de préserver son identité et son territoire (un territoire qui parfois est à recréer) de toute atteinte et, en fait, de tous les "autres", cela va bien sûr à l'encontre du grand courant fédérateur européen. Surtout, cela menace les "sous-minorités" incluses dans ces nouvelles entités qui s'affirment dans toutes les régions du continent. Les Slovaques, affranchis de ce qu'ils considéraient comme une insupportable tutelle tchèque, ne traitent pas mieux "leurs" Tsiganes ou leurs Magyars. Les Hongrois briment les Roms. Les Roumains discriminent les Hongrois. Les Bulgares slavisent leurs Turcs. La liste est longue.

Les Juifs sont particulièrement sensibles à ces soubresauts. L'exemple de ceux de Bosnie, établis dans les Balkans depuis des siècles (depuis l'expulsion d'Espagne), est probant. Ceux de Sarajevo, si exemplaires durant la guerre fratricide (leur "Benevolencija", une ONG née durant le conflit pour porter secours aux victimes, n'a pas limité son activité à la seule communauté juive, elle a assisté sans discrimination toutes les victimes), ont en leur grande majorité fini par quitter la ville et le pays, jugeant l'expérience trop amère. Encore un foyer traditionnel de présence juive en voie de disparition. N'est-ce pas un exemple de ce qui attend les Juifs d'Europe si les revendications étroitement ethniques se généralisent? Si demain on proclame une Bretagne pour les (seuls?) Bretons, une Euzkadi pour les Basques, une Corse réservée aux Corses, etc., où donc les Juifs trouveront-ils leur place, et les Tsiganes, les Arméniens, puis les immigrés de toute origine?

Traditionnellement, les Juifs des différentes régions d'Europe se sont souvent portés solidaires des revendications nationales locales; ainsi au dix-neuvième siècle leur participation dans les combats nationaux des Polonais ou des Hongrois contre le pouvoir impérial imposé a été patente. Plus tard, ils ont souvent mis leur

énergie au service de l'internationalisme, y voyant un avenir radieux pour l'humanité et aussi leur propre libération: les deux facettes de l'aspiration des Juifs à la justice et à la liberté générales, et de leur espoir d'en bénéficier eux-mêmes. Que conclure aujourd'hui de ces tentatives? Ont-elles toutes échoué?

...Vers une Europe plus large?

Un aspect inédit des rapports des Juifs à l'Europe se dessine avec la perspective d'admission prochaine dans l'Union Européenne de certains pays de l'Est. Cette admission pose bien des problèmes, notamment économiques, des difficultés qui paraissent occulter un aspect qui nous importe particulièrement: les pays comme la Pologne, la Lituanie, la Roumanie sont des foyers d'antisémitisme endémique. Comment prévoir l'impact de cette admission sur le fragile équilibre Juifs-Goyim, tant là-bas que dans "notre" Europe?

Le pessimiste imaginera l'antisémitisme oriental gagner des régions où sa virulence avait disparu ou s'était au moins estompée, ne serait-ce que par suite d'arrivée à l'Ouest de masses importantes de travailleurs à la recherche de meilleurs salaires. L'optimiste préférera croire que l'influence occidentale va gagner l'Est et contribuer à éradiquer enfin une hostilité viscérale dans ces foyers traditionnels. Où est la vérité? On ne peut se défaire d'une certaine inquiétude: dans ce genre d'affaire l'irrationnel prend souvent le dessus.

Ce qui est certain, c'est que l'entrée dans l'Europe sera un soulagement pour les Juifs qui actuellement résident encore dans les pays de l'Est, ils se sentiront mieux rassurés, plus libres. Il est possible d'ailleurs qu'une partie significative va en profiter pour migrer vers l'Occident. Et de leur côté, les Juifs d'Europe occidentale, dont une partie significative a des racines dans l'Est européen, céderont plus facilement à la tentation non seulement de visiter la région des ancêtres (peut-on oser déjà entrevoir le retour durable de Juifs là-bas?), mais aussi peut-être de récupérer un

peu d'immobilier spolié – idée actuellement souvent inhibée non seulement par des blocages irrationnels mais aussi par la difficulté apparente de l'entreprise. Car comment oublier, par exemple, que les biens de dix pour-cent de la population polonaise ont été accaparés par des étrangers durant la Seconde Guerre mondiale, après la mort tragique de leurs anciens propriétaires.

Conclure ?

Dans leur longue histoire de minorité persécutée, les Juifs se sont en général mieux accommodés d'un roi tenant ses sujets bien en main, d'un état fort, d'une autorité centrale auprès de laquelle ils pouvaient espérer trouver protection contre les exactions et les émeutes (Cette constatation ne néglige pas,

bien sûr, le fait que plusieurs de ces rois avaient pris contre leurs Juifs des mesures particulièrement cruelles, les expulsant ou les forçant à abandonner leur identité). En vertu de quoi nous devrions être aujourd'hui plutôt souverainistes, défenseurs des États traditionnels qui ont des obligations codifiées envers tous leurs citoyens, et être plus frileux devant une Europe pleine d'incertitudes, qui peut se révéler incapable de défendre les communautés faibles et dispersées. En vérité, explorer les perspectives que l'avenir européen offre aux Juifs est un exercice qui relève de la boule de cristal. On peut toutefois penser que la vie des Juifs européens en sera affectée tout comme celle des "autres", et un peu plus que celle des "autres". Simplement parce que nous ne sommes pas tout à fait comme les autres...



Le Serment "more judaico" que les Juifs étaient obligés de faire depuis le Moyen-Age